

## Burundi

À 3.9 % en 2010, le taux de croissance du Burundi est inférieur à l'objectif des pouvoirs publics, en raison d'une situation politique incertaine et de mauvaises conditions météo.

Outre l'instabilité politique, différents obstacles au développement du secteur privé pèsent sur la croissance économique du pays.

La coopération avec la Chine, le principal partenaire émergent du Burundi, remonte au début des années 1960 mais s'est intensifiée ces dernières années.

La croissance s'est établie à 3.9 % en 2010, restant inférieure, comme les années précédentes, à l'objectif fixé par les pouvoirs publics, qui était de 4.5 % pour 2010. Ce résultat s'explique par la situation politique incertaine, qui découle elle-même d'une série d'élections dans un environnement politique fractionné, ainsi que par de mauvaises conditions climatiques. La croissance devrait atteindre 4.5 % en 2011 et 5.2 % en 2012, si les choses s'améliorent sur ces deux fronts.

La politique budgétaire est la même qu'en 2009, avec des niveaux de recettes et de dépenses similaires. L'investissement public a augmenté de 10 %, grâce à l'expansion des infrastructures sociales. Conjuguées à une légère baisse des dons, ces dépenses publiques plus élevées ont creusé le déficit global, qui est passé de 2 % du PIB en 2009 à 3.2 % en 2010. Les fortes hausses des crédits à l'État ont fait gonfler la masse monétaire. Les tensions qui en ont résulté sur les prix intérieurs ont été compensées par la hausse de la production de denrées alimentaires et par une baisse des prix de ces produits. Au total, l'inflation intérieure s'est élevée à 7.1 %, contre 10.7 % en 2009. Au fil des ans, le déficit commercial chronique du pays a été en partie absorbé par les transferts courants, qui se présentent en général sous la forme de flux d'aide. Étant donnée l'ampleur de ces transferts en 2010, le déficit de la balance courante a diminué malgré un net creusement du déficit commercial.

Les transferts d'aide au profit du Burundi pourraient reculer sur les deux prochaines années, à cause de la crise économique qui touche les partenaires traditionnels et en raison d'une gouvernance médiocre. Cette baisse éroderait la capacité de l'État à fournir des services de base. La stabilité financière à long terme du Burundi passe par de nouvelles sources de financement, de préférence intérieures, ainsi que par l'allocation et l'utilisation plus efficaces des ressources.

Le Burundi ne parviendra pas à une croissance forte et soutenue s'il ne stabilise pas son environnement politique, tout en renforçant un secteur privé embryonnaire et en développant ses ressources humaines. Pour relever les niveaux d'investissements et les flux d'aide, le pays devra remédier à l'insécurité qui a suivi les élections de 2010. Afin de renforcer le secteur privé, le deuxième vice-président du Burundi s'attache à améliorer le climat des affaires. Cependant, le secteur privé ne prospérera pas si des mesures supplémentaires ne sont pas mises en œuvre pour moderniser une agriculture en déclin, qui assure la subsistance de la grande majorité des Burundais. Les efforts d'extension des infrastructures éducatives et sanitaires contribueront à résoudre le problème de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

L'instauration de relations économiques avec des nouveaux partenaires offre des opportunités inédites, qui aideront le Burundi à diversifier ses marchés et ses sources d'aide. La Chine est le principal partenaire émergent. Elle bénéficie du soutien diplomatique du Burundi, mais rien n'indique que cette coopération soit motivée par les intérêts commerciaux chinois. Le Burundi continue de dépendre de ses partenaires traditionnels, qui financent une grande partie de son budget. Il ne semble donc pas y avoir de concurrence entre ses partenaires. Les besoins du pays sont si considérables que des partenariats supplémentaires seront les bienvenus.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

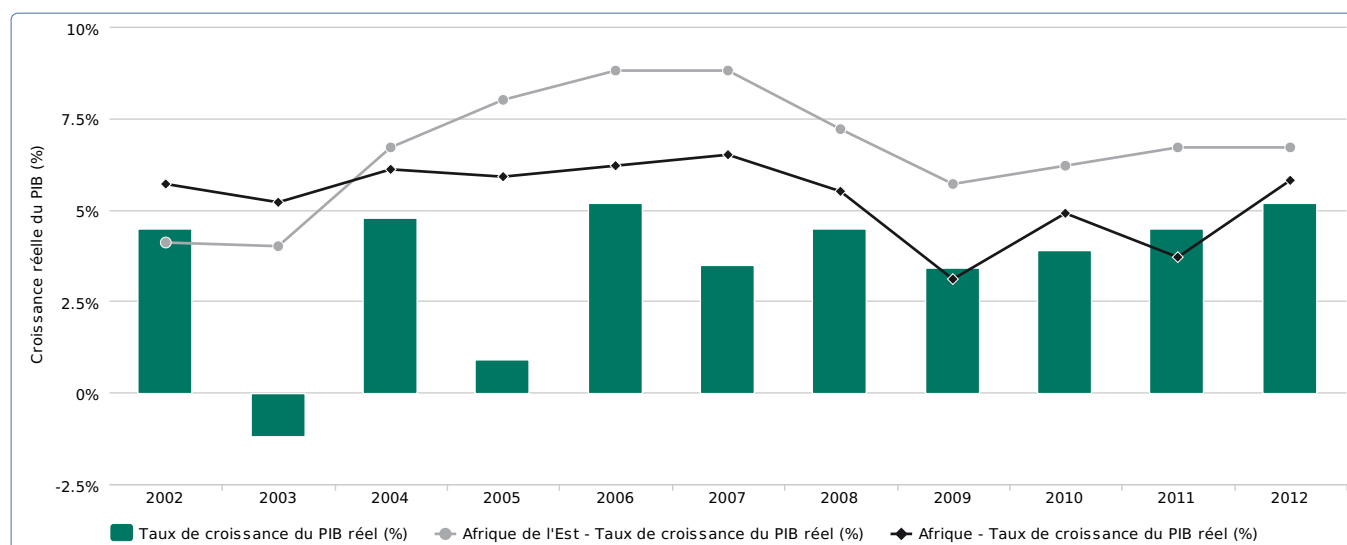
	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	3.4	3.9	4.5	5.2
<b>Inflation IPC</b>	10.7	7.1	8.3	6.9
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	-2	-3.2	-4.5	-3.9
<b>Balance courante % PIB</b>	-15.5	-9.4	-7.9	-11.7

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414060>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411704>